

25.11.2018 - 14:01 Uhr

Important non à l'initiative pour l'autodétermination et oui dangereux aux détectives des assurances sociales

Bern (ots) -

Travail.Suisse, l'organisation faïtière indépendante des travailleurs et travailleuses, se réjouit du non à l'initiative pour l'autodétermination. Le oui aux détectives des assurances sociales est un oui à une loi floue, ce que Travail.Suisse regrette. Les assurances, en particulier la Suva, doivent maintenant montrer le bon exemple lors d'observations.

Travail.Suisse regrette vivement qu'une majorité de votant-e-s ait approuvé le projet pour lutter contre la fraude aux assurances. « Travail.Suisse est naturellement contre tout abus aux assurances mais la loi adoptée aujourd'hui s'apparente à un passage en force et négligé, à la formulation floue et comprenant beaucoup trop d'incertitudes », indique Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse et conseiller national. Le oui d'aujourd'hui donne la possibilité aux assurances sociales de faire à nouveau des observations sans qu'une instance externe puisse dire si le soupçon d'abus est fondé. « Un tribunal devrait au moins pouvoir approuver une pareille intervention dans les droits fondamentaux », indique Adrian Wüthrich. Travail.Suisse demande une application très mesurée de la loi car en raison de la forte intervention dans la sphère privée. Pour Travail.Suisse, la Suva est mise au défi du fait que les partenaires sociaux déterminent de façon prépondérante sa conduite. « La Suva doit agir en montrant le bon exemple et demander volontairement à une instance externe la confirmation d'un soupçon d'abus avant de faire des observations », indique Adrian Wüthrich. Travail.Suisse va faire cette demande par le biais de sa représentation auprès des instances de la Suva.

Un succès pour une Suisse forte

La population votante a clairement dit non aujourd'hui à l'attaque directe de l'UDC contre les droits démocratiques de l'ensemble de la population suisse. « La population votante a compris ce que l'UDC avait en tête, soit l'attaque contre la Convention européenne des droits de l'homme et, partant, la liquidation de la tradition humanitaire de la Suisse », indique Adrian Wüthrich. En rejetant l'initiative, la Suisse s'épargne des discussions inutiles sur l'interprétation d'un texte à la formulation peu claire. Plusieurs accords internationaux, entre autres les accords bilatéraux avec l'Union européenne, seraient potentiellement mis en danger. La population suisse ne veut pas se laisser entraîner par une telle expérimentation. Travail.Suisse est soulagé que la campagne trompeuse de l'UDC pour le oui n'a pas pris. L'initiative pour l'autodétermination était entre autres une attaque contre les droits des travailleurs et travailleuses protégés au plan international, comme les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) dont le siège est à Genève.

Contact:

Adrian Wüthrich, Conseiller national / Président de Travail.Suisse,
mobile : 079 287 04 93 (sur place à Berne).

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100822519> abgerufen werden.